



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1996/351  
15 mai 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 13 MAI 1996, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL  
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DES ÉTATS-UNIS  
D'AMÉRIQUE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, au nom du Commandement unifié institué en vertu de la résolution 84 (1950) du Conseil de sécurité en date du 7 juillet 1950, un rapport du Commandement des Nations Unies sur le dispositif de l'armistice de Corée et les activités du Commandement militaire de la Commission d'armistice des Nations Unies (voir annexe). Ce rapport met à jour celui du 23 février 1995 (S/1995/156, annexe), le dernier dont le Conseil de sécurité ait été saisi.

Je vous serais obligée de bien vouloir faire distribuer les textes de la présente lettre et du rapport ci-joints comme documents du Conseil de sécurité.

(Signé) Madeleine K. ALBRIGHT

ANNEXE

Rapport d'activité du Commandement des Nations Unies pour 1995

I. LE COMMANDEMENT DES NATIONS UNIES : SA MISSION

1. Dans sa résolution 82 (1950) du 25 juin 1950, le Conseil de sécurité a constaté que l'attaque armée dirigée contre la République de Corée par des forces de la République populaire démocratique de Corée constituait une rupture de la paix et a demandé la cessation immédiate des hostilités. Il a en outre invité les autorités de la République populaire démocratique de Corée à retirer immédiatement leurs forces armées. Dans sa résolution 83 (1950) du 27 juin 1950, le Conseil, ayant constaté que les autorités de la République populaire démocratique de Corée n'avaient ni suspendu les hostilités ni retiré leurs forces armées au nord du 38e parallèle, a recommandé aux Membres de l'Organisation des Nations Unies d'apporter à la République de Corée toute l'aide nécessaire pour repousser les assaillants et rétablir dans cette région la paix et la sécurité internationales. Les Articles 49 et 42 de la Charte des Nations Unies autorisent les États Membres de l'Organisation à créer des forces militaires internationales pour combattre l'agression et restaurer la paix. Se prévalant de cette disposition, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 84 (1950) du 7 juillet 1950, a recommandé que tous les États Membres de l'Organisation mettent des forces militaires et toute autre assistance à la disposition d'un commandement unifié; a prié les États-Unis d'Amérique de désigner le commandant en chef du Commandement unifié et a chargé celui-ci de lui présenter les rapports qu'appellent les circonstances sur le déroulement de l'action entreprise sous l'autorité du Commandement unifié.

a) S'il est vrai qu'analyser des événements dans le cadre d'une périodicité annuelle a nécessairement quelque chose d'artificiel, le présent rapport offre un panorama des événements de 1995 et vise à exposer objectivement les effets qu'ont eus ces événements sur l'action menée par le Commandement des Nations Unies pour faire appliquer la Convention d'armistice de Corée;

b) Les pouvoirs conférés au Commandement des Nations Unies par le Conseil de sécurité l'autorisaient aussi à négocier une armistice militaire pour mettre fin aux combats, à des conditions compatibles avec les buts et les principes des Nations Unies. Le commandant en chef des forces des Nations Unies a signé la Convention d'armistice le 27 juillet 1953 au nom de l'ensemble des forces des États Membres de l'ONU participant à l'opération et de la République de Corée qui s'étaient battues sous les drapeaux des Nations Unies. La Convention d'armistice, accord militaire sans date d'expiration conclu entre états-majors ennemis, visait à mettre un terme au conflit coréen et à assurer la cessation complète des hostilités. Elle portait création entre les combattants d'une zone démilitarisée de quatre kilomètres, courant sur près de 200 kilomètres sur toute la largeur de la péninsule coréenne. Cette zone a été à son tour divisée en deux bandes de deux kilomètres, de part et d'autre de la ligne de démarcation militaire;

c) La Convention d'armistice visait à rendre possible un règlement pacifique définitif en partant de l'hypothèse que les parties avaient la volonté sincère d'y parvenir. Dans sa résolution 811 (IX) du 11 décembre 1954,

/...

l'Assemblée générale a constaté que le paragraphe 62 de la Convention d'armistice, qui dispose que "les articles et les paragraphes de la Convention d'armistice rester[ont] en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient expressément remplacés soit par des amendements et des additions acceptés d'un commun accord, soit par des dispositions spéciales faisant l'objet d'un accord approprié en vue d'un règlement pacifique conclu entre les deux parties sur le plan politique". Elle réaffirmait également que l'ONU conservait le dessein de faire de la Corée un pays unifié, indépendant et démocratique par des moyens pacifiques et de rétablir intégralement la paix et la sécurité internationales dans la région. Conformément au paragraphe 17 de la Convention d'armistice, tous les successeurs aux fonctions de commandant en chef des forces des Nations Unies sont chargés d'assurer le respect et l'application des clauses et dispositions de la Convention d'armistice;

d) Aujourd'hui, le Commandement des Nations Unies continue de s'acquitter de son rôle et de ses obligations en vertu de la Convention, et continuera de le faire jusqu'à ce qu'un dialogue politique entre les parties directement concernées par le conflit coréen permette de parvenir à une paix durable. Sur les 16 États Membres qui avaient initialement fourni des forces militaires au Commandement des Nations Unies pendant la guerre de Corée, neuf sont toujours représentés au Commandement. Il s'agit des pays suivants : Australie, Canada, Colombie, États-Unis d'Amérique, France, Nouvelle-Zélande, Philippines, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Thaïlande.

## II. LE DISPOSITIF ET LES MODALITÉS DE L'ARMISTICE

2. La Convention d'armistice est le seul cadre juridique dans lequel s'inscrit le cessez-le-feu entre les forces militaires ennemies en Corée et elle régit les actions des deux parties adverses. Elle doit rester en vigueur jusqu'à ce que l'on parvienne à une paix plus durable. Elle a un caractère militaire et s'applique uniquement aux belligérants en Corée. La Convention a été signée par le commandant en chef des forces des Nations Unies au nom de toutes les forces militaires regroupées sous le Commandement unifié, et, au nom des forces communistes, par les commandants de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois. C'est aux commandements militaires des parties adverses qu'il incombe d'assurer le respect du cessez-le-feu par toutes les forces en présence et de mettre en oeuvre les mesures et les procédures d'application. Les commandants doivent donc disposer en permanence de transmissions efficaces afin d'éviter d'éventuels incidents et, le cas échéant, de réduire les tensions.

### A. Commission militaire d'armistice

3. La Convention d'armistice a créé la Commission militaire d'armistice afin de "surveiller la mise en oeuvre de la Convention d'armistice et de régler par voie de négociation toutes les violations de Convention". La Commission est un organisme mixte, sans président, composé de 10 membres : 5 officiers supérieurs du côté du Commandement des Nations Unies et 5 officiers supérieurs du côté de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois. Conformément au paragraphe 20 de la Convention, le commandant en chef des forces des Nations Unies nomme 5 officiers supérieurs originaires de la République de Corée, des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres États Membres de l'ONU

/...

représentés au Commandement des Nations Unies. La Commission se réunit à la demande de l'une ou l'autre partie dans la zone commune de sécurité, au lieu communément appelé Panmunjom, à l'intérieur de la zone démilitarisée. Le 28 avril 1994 toutefois, le Secrétaire de l'Armée populaire coréenne auprès de la Commission militaire d'armistice a annoncé que l'Armée populaire coréenne cesserait totalement de participer aux travaux de la Commission.

a) La Convention d'armistice de 1953 donne à chaque partie la faculté de désigner un secrétaire, un secrétaire adjoint et, le cas échéant, d'autres assistants spéciaux exerçant des fonctions d'appui, auprès de la Commission militaire d'armistice. Les secrétaires du Commandement des Nations Unies d'une part et de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois de l'autre, sont autorisés à se réunir régulièrement et c'est par leur canal utilisé que les deux parties communiquent.

b) Le Bureau de permanence placé sous l'autorité du Secrétariat de la Commission militaire d'armistice, situé dans la zone commune de sécurité, maintient une liaison téléphonique permanente entre les deux parties. Jusqu'en avril 1994, les officiers de permanence des deux parties se réunissaient eux aussi régulièrement. Le 28 avril 1994 toutefois, le Secrétaire de l'Armée populaire coréenne auprès de la Commission a transmis un message au Commandement des Nations Unies indiquant que l'Armée populaire coréenne avait décidé de rappeler tous les membres et le personnel d'état-major de l'Armée populaire coréenne encore affectés à la Commission militaire, de cesser de participer aux travaux de celle-ci et de ne plus reconnaître comme interlocuteur le représentant du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire. En outre, l'Armée populaire coréenne avait l'intention de retirer le soutien qu'elle apportait à la délégation polonaise auprès de la Commission neutre de contrôle et de charger une "nouvelle équipe", nommée par le commandant suprême, de prendre contact avec "l'armée américaine" afin d'examiner les problèmes militaires en suspens, y compris la mise en place d'un nouveau "système garantissant une paix durable" qui remplacerait la Commission militaire.

c) Le 1er septembre 1994, le Ministère des affaires étrangères de la Chine a annoncé à Beijing qu'il avait décidé de rappeler de Panmunjon la délégation chinoise auprès de la Commission militaire d'armistice. Cette décision suivait celle que l'Armée populaire coréenne avait prise en 1994 en retirant sa délégation de la Commission. Le 15 décembre 1994, la délégation des Volontaires du peuple chinois a quitté Pyongyang pour Beijing. Cette décision de ne plus respecter les dispositions de la Convention pourrait se traduire par la multiplication d'incidents mineurs susceptibles, en s'envenimant, d'aggraver la situation.

d) Lors d'une réunion dont le Commandement des Nations Unies avait demandé la convocation le 2 mars 1995, les représentants de celui-ci auprès de la Commission militaire d'armistice ont présenté à l'Armée populaire coréenne les lettres de créance du colonel Ashton H. Ormes, nouveau Secrétaire du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission. Les représentants de l'Armée populaire coréenne ont refusé d'accréditer cet officier.

e) La Commission militaire d'armistice est également autorisée, aux termes du paragraphe 27 de la Convention d'armistice, à envoyer des équipes mixtes d'observateurs pour enquêter sur les violations de la Commission d'armistice qui seraient signalées dans la zone démilitarisée. Toutefois, l'Armée populaire coréenne a fait obstacle à cette importante fonction de recherche en refusant systématiquement de participer aux enquêtes proposées par le Commandement des Nations Unies. Depuis avril 1967, elle a refusé de participer à plus de 170 enquêtes sur des incidents graves survenus dans la zone démilitarisée. Le Commandement des Nations Unies n'en continue pas moins d'envoyer, dans la partie de la zone qu'il contrôle, des équipes d'observateurs chargées de veiller à ce que les forces du Commandement des Nations Unies se conforment à la Convention d'armistice, et il est prêt à enquêter unilatéralement sur les violations de l'armistice qui seraient signalées dans la zone. Des officiers de liaison du Commandement des Nations Unies envoyés par les États Membres de l'ONU toujours représentés au Commandement (l'Australie, le Canada, la Colombie, la France, les Philippines, la Thaïlande, le Royaume-Uni – lequel représente également la Nouvelle-Zélande en Corée – et les États-Unis) participent avec les officiers du Groupe consultatif de la République de Corée à ces équipes spéciales de recherche du Commandement des Nations Unies dans la zone démilitarisée. En 1995, bien que l'Agence centrale de presse coréenne ait diffusé de nombreuses dépêches faisant état du contraire, la zone démilitarisée est restée à peu près calme. Le Commandement des Nations Unies a quand même envoyé à 74 reprises en 1995 ses équipes d'observateurs dans des postes de garde du Commandement des Nations Unies le long de la zone démilitarisée afin de superviser l'application des dispositions de la Convention d'armistice qui concernent celle-ci.

B. Nomination d'un officier supérieur au Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice

4. En vertu du paragraphe 20 de la Convention d'armistice, le commandant en chef des forces des Nations Unies a nommé le général de division Lee Suk-bok, de l'armée de la République de Corée, officier supérieur (porte-parole) représentant le Commandement des Nations Unies à compter du 22 septembre 1995. L'armée de la République de Corée a cependant plusieurs fois refusé de rencontrer l'officier supérieur qui représente le Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice, en affirmant que "l'armée sud-coréenne ne figure ni parmi les signataires de la Convention d'armistice ni parmi les membres du Commandement des Nations Unies et ne peut pas représenter l'ensemble des forces armées se trouvant maintenant en Corée du Sud".

a) Cet argument de la Corée du Nord n'est pas bon. En effet, le commandant en chef des forces des Nations Unies a signé la Convention d'armistice en qualité de commandant de toutes les forces du Commandement des Nations Unies provenant de 16 États Membres de l'Organisation des Nations Unies et de la République de Corée. La Convention d'armistice n'a été signée par aucune nation ou par ses forces armées à titre individuel. Au cours des négociations sur l'armistice et ultérieurement, l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois ont expressément demandé que la République de Corée donne l'assurance que ses forces se conformeraient aux clauses de la Convention, en déclarant que l'armistice ne pourrait être appliquée qu'à

/...

condition que la Convention soit respectée par la République de Corée. Le Commandement des Nations Unies a transmis cette assurance à l'Armée populaire coréenne et aux Volontaires du peuple chinois.

b) À l'heure actuelle, la République de Corée assure la "police de la zone démilitarisée" dans toute la partie de la zone (le sud) relevant du Commandement des Nations Unies, afin de faire respecter l'armistice. En outre, les officiers supérieurs de la République de Corée font partie de la Commission militaire d'armistice depuis 42 ans. La Convention d'armistice ne stipule pas la nationalité des membres de la Commission militaire d'armistice, n'interdit à aucun pays membre de l'Organisation des Nations Unies d'y participer et ne comporte aucune directive concernant la nomination d'un officier supérieur. Chacune des parties a le pouvoir discrétionnaire de nommer ses représentants respectifs et ces nominations ne sont pas subordonnées à l'approbation de la partie adverse. De plus, la nomination d'un général de la République de Corée comme officier supérieur représentant le Commandement des Nations Unies n'implique pas que les responsabilités du commandant en chef des forces des Nations Unies concernant l'application de l'armistice sont transférées aux forces armées ou au Gouvernement de la République de Corée. En outre, c'est au commandant en chef des forces des Nations Unies – en tant que signataire de la Convention d'armistice – qu'il incombe en dernier ressort de veiller à ce que toutes les forces du Commandement des Nations Unies respectent la Convention.

c) L'article 5 de l'"Accord sur la réconciliation, la non-agression, la coopération et les échanges entre le Nord et le Sud", qui est entré en vigueur le 19 février 1992, stipule que le Nord et le Sud s'efforceront en commun de transformer l'actuel état de cessez-le-feu en un état de paix durable et observeront la Convention d'armistice militaire (en date du 27 juillet 1953) jusqu'à ce que soit réalisé cet état de paix. En conséquence, la Convention d'armistice reste le seul cadre juridique jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par une paix plus durable. Le Commandant suprême de l'Armée populaire coréenne est tenu de respecter les termes de la Convention signée en 1953, de reconnaître l'officier supérieur de la République de Corée et de se faire représenter aux réunions plénières de la Commission militaire d'armistice afin d'examiner les questions concernant l'armistice, notamment la réduction des tensions et l'adoption de mesures de confiance, et de contribuer à la paix et à la stabilité dans la péninsule coréenne. La Commission militaire d'armistice, composée du Commandement des Nations Unies, de l'Armée populaire coréenne et des Volontaires du peuple chinois, fait partie intégrante de la Convention d'armistice de Corée. Bien que la Commission n'ait pas tenu de réunion plénière officielle depuis la 459e, le 13 février 1991, la liaison téléphonique du Bureau de permanence à Panmunjom est utilisée par les deux parties.

Mais le 3 octobre 1995, des représentants de l'Armée populaire coréenne ont laissé deux civils traverser illégalement la zone démilitarisée pour se rendre dans la zone commune de sécurité, sans s'être mis d'accord au préalable avec le Commandement des Nations Unies. Lorsque le Bureau de permanence a voulu protester contre cette infraction majeure à la Convention d'armistice, l'officier de permanence de l'Armée populaire coréenne a refusé de prendre note du message, en déclarant qu'il n'était plus habilité à recevoir des communications concernant l'armistice. Depuis, l'Armée populaire coréenne n'a

/...

accepté du Commandement des Nations Unies aucune autre communication concernant l'armistice.

C. Commission neutre de contrôle

5. La Commission neutre de contrôle, établie en application du paragraphe 37 de la Convention d'armistice, se composait à l'origine de quatre officiers supérieurs dont deux étaient nommés par les "nations neutres" désignées par le commandant en chef des forces des Nations Unies, à savoir la Suède et la Suisse, et deux par les "nations neutres" désignées par le Commandant suprême de l'Armée populaire coréenne et le commandant des Volontaires du peuple chinois, à savoir la Pologne et la Tchécoslovaquie. Aux termes de la Convention d'armistice, l'expression "nations neutres" désigne celles dont les forces combattantes n'ont pas pris part à la guerre de Corée. La Commission a pour responsabilité principale de procéder à des inspections et à des enquêtes indépendantes sur les violations de l'armistice perpétrées en dehors de la zone démilitarisée et de faire rapport à la Commission militaire d'armistice.

a) L'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois ont accepté, avec réticence, le régime d'inspections proposé par le Commandement des Nations Unies. Ils ont néanmoins entravé l'action de la Commission neutre de contrôle au cours des années qui ont suivi la signature de la Convention d'armistice en expédiant en Corée du Nord des renforts en équipements et armements modernes, sans jamais utiliser les points d'entrée désignés, en violation de l'alinéa d) du paragraphe 13 de la Convention d'armistice.

b) Depuis mars 1991, l'Armée populaire coréenne a non seulement suspendu les séances plénières de la Commission militaire d'armistice et les communications entre officiers supérieurs, mais elle a aussi cessé de présenter des rapports à la Commission militaire d'armistice et à la Commission neutre de contrôle sur l'application des alinéas c) et d) du paragraphe 13 de la Convention d'armistice qui interdisent l'entrée en Corée de renforts d'armes et de personnel militaire.

c) Le 10 avril 1993, la République populaire démocratique de Corée a obligé la délégation tchèque auprès de la Commission neutre de contrôle à se retirer du Nord, à la suite de la scission de la Tchécoslovaquie en deux États en janvier 1993. En outre, l'Armée populaire coréenne a poussé la délégation polonaise auprès de la Commission neutre de contrôle à se retirer de la Commission; elle a mis un terme aux relations protocolaires qu'elle entretenait avec cette délégation et l'a soumise à un harcèlement pénible.

d) En novembre 1994, la République démocratique populaire de Corée a officiellement informé le Ministère des affaires étrangères de la République de Pologne que la désignation de ce pays en qualité de membre de la Commission neutre de contrôle avait pris fin. Le 23 janvier 1995, le représentant de l'Armée populaire coréenne auprès de la Mission de Panmunjom a rendu visite à la délégation polonaise pour l'informer que les Polonais devraient quitter leur camp de la zone démilitarisée avant le 28 février 1995. Le 8 février, l'armée populaire coréenne a informé les Polonais qu'ils ne pourraient plus se rendre du camp polonais de Panmunjom, et exigé qu'ils présentent un calendrier des déplacements de leur délégation à partir du territoire de la République

/...

populaire démocratique de Corée. La Commission neutre de contrôle s'est réunie en séance plénière d'urgence le 9 février, et ses membres ont conclu à l'unanimité que les mesures annoncées par l'armée populaire coréenne étaient "une violation flagrante des alinéas g), h) et j) du paragraphe 13 de la Convention d'armistice, violation sur laquelle la communauté internationale jetterait un regard sévère". Le 28 février, cependant, la délégation polonaise a été forcée d'évacuer son camp de Panmunjom et s'est rendue à l'ambassade de Pologne à Pyongyang.

e) Le commandant en chef des forces des Nations Unies a réagi en écrivant directement au maréchal Kim Jong-il, commandant suprême de l'Armée populaire coréenne, le 24 février (appendice II), pour lui rappeler qu'il lui incombait de respecter la Convention d'armistice de 1953 et au commandant des Volontaires du peuple chinois, le 20 février (appendice III), pour lui demander le prier le Gouvernement de la République populaire de Chine de protester contre cet acte illégal. Le commandant en chef a également écrit aux états-majors des 16 États Membres de l'ONU qui avaient fourni des contingents militaires aux forces des Nations Unies pendant la guerre de Corée pour leur demander de protester auprès de leurs gouvernements par la voie diplomatique contre l'acte illégal de l'armée populaire coréenne. Parallèlement, la Suisse et les membres suisses de la Commission neutre de contrôle ont protesté contre l'infraction unilatérale de l'Armée populaire coréenne à la Convention d'armistice dans une lettre adressée au représentant de l'Armée populaire coréenne le 2 mars 1995 (appendice IV). Le Ministre des affaires étrangères de la Chine ayant rejeté une demande de la Pologne qui souhaitait que ses bureaux s'installent à Beijing, les Polonais ont quitté Pyongyang le 4 mars 1995. Le 3 mai 1995, l'Armée populaire coréenne a condamné les immeubles de la Commission neutre de contrôle placés sous son autorité sur l'avenue dite "Conference Row" et a annoncé les restrictions qu'elle imposait à la circulation à travers la zone démilitarisée en direction de la bande nord de la zone commune de sécurité, des membres restants de la Commission neutre de contrôle et du personnel du secrétariat du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice.

f) Pendant toute l'année 1995, la Commission neutre de contrôle – qui n'est plus représentée sur place que par deux pays neutres, la Suède et la Suisse – a tenu des réunions hebdomadaires dans la zone commune de sécurité à Panmunjom, afin d'examiner et d'analyser les rapports présentés par le Commandement des Nations Unies sur les départs et les arrivées de militaires. Le membre polonais de la Commission s'est rendu périodiquement à Panmunjom à partir de Varsovie, et a rencontré les membres suisses et suédois le 1er et le 3 mai, puis encore le 1er août 1995.

g) Bien que les restrictions imposées par la République démocratique populaire de Corée le gênent considérablement dans l'accomplissement de ses fonctions, la Commission neutre de contrôle reste un élément important de la Convention d'armistice. L'Armée populaire coréenne cherche à mettre fin à ce mécanisme comme à celui de la Commission militaire d'armistice, sapant ainsi dans ses fondements l'ordonnance de l'armistice. Il faut que la communauté internationale fasse échec à cette tentative nord-coréenne, contraire à la lettre et à l'esprit de la Convention d'armistice, afin de préserver et d'assurer le respect de l'armistice en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé par une paix durable. Le Commandement des Nations Unies n'a cessé d'engager

/...



l'Armée populaire coréenne à désigner un successeur à la Tchécoslovaquie, de manière que la Commission neutre de contrôle puisse continuer à fonctionner. Elle n'en a rien fait. Bien que les activités de celle-ci se soient réduites au fil des ans, la présence d'un représentant "neutre" exerce une influence modératrice sur les parties adverses. Le Commandement des Nations Unies estime donc que la Commission neutre de contrôle fait toujours partie intégrante du dispositif de l'armistice de Corée et tiendra le Conseil de sécurité informé de l'état de la question dans ses futurs rapports.

D. Question du rapatriement des dépouilles de soldats  
relevant du Commandement des Nations Unies

6. L'Armée populaire coréenne a commencé en 1990 à restituer et remettre unilatéralement au Commandement des Nations Unies les dépouilles de soldats relevant de ce dernier. À compter d'août 1992, les secrétaires de la Commission militaire d'armistice ont entamé une série de discussions sur un mémorandum d'accord relatif à la restitution et au rapatriement des corps des soldats tués durant la guerre de Corée, à l'issue de laquelle un accord sur les questions relatives aux dépouilles mortelles a été signé le 24 août 1993 (voir appendice V). Depuis lors, l'Armée populaire coréenne a restitué les dépouilles de 146 soldats relevant du Commandement des Nations Unies, qu'elle a fait rapatrier en six fois entre le 30 novembre 1993 et le 30 octobre 1995; le nombre total de corps restitués au Commandement des Nations Unies s'élève donc maintenant à 209. L'accord sur les questions relatives aux dépouilles mortelles est devenu l'instrument de base pour régulariser la coopération relative aux opérations de restitution des corps et pour organiser le Groupe de travail de l'Armée populaire coréenne et du Commandement des Nations Unies sur les dépouilles mortelles, dont la mission est de localiser, d'exhumer, de rapatrier et d'identifier les dépouilles des soldats du Commandement des Nations Unies qui se trouvent au nord de la ligne de démarcation militaire. Le problème principal qui se pose à cet égard reste l'identification. À ce jour, 5 seulement des 209 dépouilles ont été identifiées par le Laboratoire central d'identification de l'Armée des États-Unis à Hawaii. Par conséquent, le 7 octobre 1994, le Commandement des Nations Unies a demandé à l'Armée populaire coréenne de suspendre les opérations unilatérales de restitution jusqu'à ce qu'un accord puisse être conclu sur la réalisation d'opérations conjointes de restitution en Corée du Nord. Le Laboratoire a également déterminé que toutes les dépouilles remises au Commandement des Nations Unies appartenaient à des êtres humains. Auparavant, divers médias avaient diffusé des informations non fondées selon lesquelles des ossements d'animaux étaient mélangés aux dépouilles humaines. Bien que l'Armée populaire coréenne ait parfois remis dans le même cercueil des dépouilles appartenant à plusieurs personnes, les informations concernant les ossements d'animaux sont fausses.

E. Franchissement de la ligne de démarcation militaire

7. Tout au long de 1995, le Commandement des Nations Unies a déployé dans la zone démilitarisée des équipes spéciales d'enquête de la Commission militaire d'armistice afin de contrôler le respect de l'armistice et d'enquêter au nom du Commandant en chef des forces des Nations Unies sur les accusations de violation à l'intérieur de la zone démilitarisée ou le long de sa limite méridionale qui s'étend sur 243 kilomètres. Un grand nombre de ces missions devaient enquêter

/...

sur des violations majeures de la Convention d'armistice, telles que la série d'événements qui a commencé le 14 avril 1995 lorsque deux officiers et trois soldats, tous armés, de l'Armée populaire coréenne ont franchi la ligne de démarcation militaire et ont pénétré sur une centaine de mètres dans la partie de la zone démilitarisée relevant du Commandement des Nations Unies. Ils y sont restés une trentaine de minutes avant de regagner le côté de l'Armée populaire coréenne à la suite d'avertissements diffusés au haut-parleur par la police de la zone démilitarisée relevant du Commandement des Nations Unies.

a) Le 19 avril 1995, l'Armée populaire coréenne a de nouveau violé l'armistice lorsque six de ses soldats – quatre d'entre eux ayant des armes automatiques – ont franchi de jour la zone de démarcation militaire à proximité du repère 0582 et ont pénétré au sud sur quelque 500 mètres dans la partie de la zone démilitarisée relevant du Commandement des Nations Unies; ils sont restés plus de 90 minutes sans tenir compte des avertissements diffusés par haut-parleur et en faisant des gestes grossiers en direction de la police du Commandement des Nations Unies.

b) Une violation du même genre s'est produite à nouveau le 23 avril 1995 lorsque deux soldats armés de l'Armée populaire coréenne ont franchi de jour la zone de démarcation militaire à proximité du repère 0578, ont pénétré au sud sur environ 350 mètres dans la partie de la zone démilitarisée relevant du Commandement des Nations Unies et ont ramassé un ballon de tracts. Malgré les avertissements diffusés au haut-parleur par la police de la zone démilitarisée relevant du Commandement des Nations Unies, les soldats de l'Armée populaire coréenne sont restés sur les lieux pendant près de deux heures avant de regagner leur côté. Grâce au déploiement des équipes spéciales d'enquête, le Commandement des Nations Unies a pu rassembler suffisamment de preuves pour réagir efficacement à ces violations commises par l'Armée populaire coréenne les 19 et 23 avril 1995.

c) Le 9 mai 1995, il s'est produit une violation de caractère moins grave : un détachement de l'Armée populaire coréenne composé d'un officier et de 18 soldats sans armes effectuait de jour des opérations de détection de mines lorsque l'officier a franchi la zone de démarcation militaire et pénétré au sud sur une quarantaine de mètres dans la partie de la zone démilitarisée relevant du Commandement des Nations Unies. Il y est resté environ quatre minutes et a regagné le côté de l'Armée populaire coréenne à la suite d'avertissements diffusés au haut-parleur par la police de la zone démilitarisée relevant du Commandement des Nations Unies.

d) Les 14 et 15 juin 1995, des soldats de l'Armée populaire coréenne situés dans le poste de garde 154 de cette armée ont diffusé au haut-parleur, à l'intention de la police civile de la zone démilitarisée du Commandement des Nations Unies occupant le poste de garde 369 de ce commandement, un message annonçant leur intention d'abattre plusieurs arbres le long de la ligne de démarcation militaire. Le 16 juin, une patrouille de reconnaissance de l'Armée populaire coréenne a atteint le repère 1274 de la ligne de démarcation militaire. Le 17 juin, une équipe spéciale d'enquête du Commandement des Nations Unies s'est rendue au poste de garde 369 pour déterminer sur place la position des arbres par rapport à la ligne de démarcation militaire. Après avoir étudié visuellement le terrain à partir de ce poste, les membres de

/...

l'équipe ont conclu que les arbres se trouvaient clairement au sud de la ligne de démarcation militaire.

e) Le 22 août 1995, un officier et sept soldats de l'Armée populaire coréenne se sont de nouveau approchés, à partir du nord, du repère 1274 de la ligne de démarcation militaire et ont retiré ce repère, ce qui constitue une violation de l'armistice à propos de laquelle le Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice a émis une protestation par l'intermédiaire du Bureau de permanence du Commandement des Nations Unies à Panmunjom. Face à un nouveau mouvement de l'Armée populaire coréenne dans la zone les 4 et 7 septembre, le Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice a de nouveau déployé une équipe spéciale d'enquête le 13 septembre. Malgré son activité à proximité du repère 1274, l'Armée populaire coréenne n'avait pas essayé d'abattre les arbres en question. Toutefois, le 16 septembre, un officier et cinq soldats de l'Armée populaire coréenne ont de nouveau franchi la ligne de démarcation militaire et ont enfoncé neuf pieux de bois à environ cinq mètres au sud du repère 1274. Le Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice a de nouveau émis une protestation à l'égard de cette violation de l'armistice et, le 19 septembre, l'Armée populaire coréenne est revenue sur les lieux pour enlever les pieux. Le 25 septembre, une mission spéciale d'enquête est entrée dans la zone démilitarisée et a effectué à l'aide du Système universel de localisation (GPS) un relevé vers le sud du point où se trouvait le repère 1274. Ce relevé a confirmé la première évaluation, à savoir que les arbres se trouvaient clairement à l'intérieur de la partie de la zone démilitarisée relevant du commandement des Nations Unies.

f) L'équipe spéciale d'enquête s'est à nouveau déployée le 17 octobre 1995 afin d'étudier les circonstances dans lesquelles l'Armée populaire coréenne aurait essayé de s'infiltrer le long du fleuve Imjin, au sud-est du pont de la Liberté. L'équipe a déterminé que l'intrus armé abattu par l'Armée de la République de Corée provenait de Corée du Nord. En conséquence, le chef de la délégation du Commandement des Nations Unies auprès de la Commission militaire d'armistice a voulu protester contre cette violation majeure auprès de son homologue de l'Armée populaire coréenne, le général Ri Chan Bok. Les officiers de permanence de l'Armée populaire coréenne à Panmunjom ont toutefois refusé de recevoir la protestation du Commandement des Nations Unies.

8. Panmunjom a été également témoin de plusieurs événements qui ont accru la tension entre le Commandement des Nations Unies et l'Armée populaire coréenne ou qui, au contraire, ont contribué à l'atténuer.

a) Les 20 et 22 février 1995, après avoir déclaré qu'elle avait l'intention de retirer son appui aux membres polonais de la Commission neutre de contrôle, l'Armée populaire coréenne a temporairement envoyé dans la zone commune de sécurité des renforts composés d'un élément du volume de la section doté d'armes automatiques et de moyens de tirs indirects, en violation directe de la Convention d'armistice. Celle-ci spécifie que chaque partie ne peut avoir, à tout moment, dans la zone commune de sécurité, plus de 5 officiers et 30 hommes pour assurer la sécurité. Les armes que ces militaires sont autorisés à porter sont limitées à un pistolet ou à un fusil à un coup par personne. Le

/...

personnel de la force de sécurité du Commandement des Nations Unies a observé que quelque 80 gardes de l'Armée populaire coréenne étaient présents, à ces deux dates, dans la zone commune de sécurité. Nombre d'entre eux ne portaient pas les pistolets et les casquettes souples habituels, mais étaient équipés de gilets de combat et de casques ainsi que de fusils automatiques, de mortiers et d'armes antichars.

b) Le 16 avril 1995, l'Armée populaire coréenne a autorisé deux civils à franchir illégalement à partir du nord la ligne de démarcation militaire pour pénétrer dans la partie de la zone démilitarisée relevant du Commandement des Nations Unies, sans aviser préalablement ce dernier, ce qui constitue une violation majeure de la Convention d'armistice. Ces civils, citoyens de la République de Corée, s'étaient rendus au nord en passant par un pays tiers. Cette action unilatérale de l'Armée populaire coréenne a inutilement fait monter la tension dans la zone démilitarisée.

c) Le 5 juillet 1995, l'Armée populaire coréenne a de nouveau renforcé provisoirement sa partie de la zone commune de sécurité par un élément du volume de la section, ce qui constitue une violation majeure de la Convention d'armistice.

d) Le 31 juillet 1995, l'Armée populaire coréenne a autorisé un autre civil à franchir à partir du nord la ligne de démarcation militaire, ce qui constitue une autre violation majeure.

e) Le 15 août 1995, l'Armée populaire coréenne a autorisé une grande manifestation, regroupant un millier de personnes habillées en civil, qui s'est tenue dans la zone commune de sécurité, bien que celle-ci ait été destinée au départ à des conférences militaires. La manifestation a été pacifique, est restée au nord de la ligne de démarcation militaire et s'est déroulée sans incidents, mais l'Armée populaire coréenne a déployé pour l'encadrer des gardes supplémentaires dotés d'armes de poing, dont le nombre a dépassé les 35 hommes autorisés aux termes de la Convention d'armistice.

f) Le 23 août 1995, le Commandement des Nations Unies a restitué le corps d'un soldat de l'Armée populaire coréenne qui s'était apparemment noyé. Les forces du Commandement des Nations Unies avaient retrouvé le corps le long d'un cours d'eau situé au sud de la ligne de démarcation militaire, à la suite de pluies inhabituelles ayant causé de graves inondations au nord.

g) Le 1er septembre 1995, le Commandement des Nations Unies a restitué les corps de trois autres soldats de l'Armée populaire coréenne qui s'étaient aussi apparemment noyés.

h) Le 7 septembre 1995, le Commandement des Nations Unies a restitué le corps d'un cinquième soldat de l'Armée populaire coréenne qui s'était noyé.

i) Le 3 octobre 1995, l'Armée populaire coréenne a autorisé unilatéralement deux étudiants à franchir à partir du nord la zone de démarcation militaire, ce qui constitue une violation majeure de la Convention d'armistice. Lorsque le Commandement des Nations Unies a voulu émettre une protestation à cet égard, comme l'y autorise la Convention d'armistice, les

/...

officiers de permanence de l'Armée populaire de Corée à Panmunjom ont refusé d'accepter la communication du Bureau de permanence du Commandement des Nations Unies.

j) Le 30 octobre 1995, l'Armée populaire coréenne a restitué au Commandement des Nations Unies des dépouilles humaines qu'elle estimait être celles d'un soldat britannique tué durant la guerre de Corée.

k) Le 26 décembre 1995, l'Armée populaire coréenne a rapatrié cinq membres ainsi que les corps de trois membres de l'équipage du 86 Woosung-Ho, bateau de pêche de la République de Corée saisi en mer le 30 mai 1995 par les forces navales de la République populaire démocratique de Corée.

### III. RELATIONS ENTRE LE NORD ET LE SUD

9. Le Commandement des Nations Unies ne participe pas directement au dialogue et aux négociations Nord-Sud, mais a fourni une assistance en matière d'administration et de sécurité pour les discussions et autres contacts qui ont eu lieu dans la zone commune de sécurité à Panmunjom. L'admission simultanée de la République de Corée et de la République populaire démocratique de Corée à l'ONU en septembre 1991 n'a modifié ni le statut ni le rôle du Commandement des Nations Unies. Il continue de jouer un rôle important en matière d'imposition de la paix en Corée, en contribuant notamment à assurer le respect de l'armistice jusqu'à ce qu'une paix effective et durable soit établie par la voie du dialogue politique.

### IV. CONCLUSIONS

10. Le maintien de communications rapides et efficaces entre les commandants des forces militaires adverses est essentiel pour prévenir des incidents et désamorcer éventuellement la situation, empêchant ainsi la reprise des hostilités. Toutes les parties à la Convention d'armistice de Corée (le Commandement des Nations Unies, l'Armée populaire coréenne et les Volontaires du peuple chinois) participent à cette activité essentielle depuis plus de 42 ans. Afin de prolonger cette mission indispensable jusqu'à l'instauration d'une paix plus durable, les deux parties doivent coopérer pleinement pour préserver les moyens de communication existants, par l'intermédiaire de la Commission militaire d'armistice, mécanisme qui fait partie intégrante du dispositif d'armistice. Le Commandement des Nations Unies poursuivra ses efforts pour faire appliquer la Convention d'armistice et contribuera ainsi à garantir un environnement stable et propice au dialogue Nord-Sud, le but ultime étant de parvenir à une paix durable dans la péninsule coréenne.

APPENDICE I

Lettre d'accréditation, en date du 1er mars 1995, du  
nouveau Secrétaire du Commandement des Nations Unies  
auprès de la Commission militaire d'armistice

Le colonel Ashton H. Ormes, de l'armée des États-Unis, est accrédité par la présente, à compter de ce jour, en qualité de Secrétaire de l'élément représentant le Commandement des Nations Unies au sein de la Commission militaire d'armistice, en remplacement du colonel Mark R. Shoemaker, de l'armée des États-Unis.

Le commandant en chef des forces  
des Nations Unies,

Général de l'armée des États-Unis

(Signé) Gary E. LUCK

APPENDICE II

Lettre datée du 24 février 1995, adressée au commandant  
suprême de l'Armée populaire coréenne par le commandant  
en chef des forces des Nations Unies

Je suis profondément préoccupé par les mesures récemment prises par vos subordonnés à l'encontre de la délégation polonaise à la Commission neutre de contrôle. Aucune modification de la Commission n'a reçu mon accord, qui est obligatoire aux termes de la Convention d'armistice. Une telle pression constitue une infraction grave aux obligations que vous avez assumées en vertu de ladite Convention de 1953.

En tant que successeurs des signataires de la Convention d'armistice, nous partageons vous et moi une responsabilité importante : celle de faire respecter la Convention jusqu'à ce qu'elle soit expressément remplacée par un règlement pacifique conclu à l'échelon politique. Je prends pour ma part cette responsabilité très au sérieux, et j'espère que vous faites de même.

Au moment où l'espoir de la population de la péninsule et du monde est de voir s'instaurer une paix durable en Corée grâce à la réconciliation entre le Nord et le Sud, les mesures prises récemment par vos subordonnés à l'encontre des officiers polonais ont pour seul effet de perturber ce processus, et font douter de la détermination de votre partie à créer un climat propice aux progrès en la matière.

Je vous serais très reconnaissant d'étudier la question et de donner l'ordre de rétablir intégralement l'appui nécessaire à la délégation polonaise à la Commission neutre de contrôle.

Le commandant en chef des forces  
des Nations Unies,

Général de l'armée des États-Unis

(Signé) Gary E. LUCK

APPENDICE III

Lettre datée du 20 février 1995, adressée au commandant  
des Volontaires du peuple chinois par le commandant en  
chef des forces des Nations Unies

Le monde sait l'oeuvre importante qu'ont accomplie les Volontaires du peuple chinois en soutenant la Convention d'armistice de Corée durant les 42 dernières années. Née du sang versé par les soldats des deux parties, cette convention a préservé la stabilité et favorisé la paix dans la péninsule coréenne.

Le Commandement des Nations Unies considère la Commission neutre de contrôle comme faisant partie intégrante du dispositif d'armistice en Corée, et en appuie pleinement le maintien. Or, l'Armée populaire coréenne a entrepris de faire partir la Commission de Panmunjom en vue de détruire la Convention d'armistice par diverses mesures, dont la première a été l'expulsion de la délégation tchécoslovaque en 1993. Dernièrement, elle a menacé de cesser de fournir l'appui nécessaire à la délégation polonaise afin de la contraindre à se retirer elle aussi.

Ces actes de l'Armée populaire coréenne constituent une violation manifeste de la Convention d'armistice de Corée. Le Commandement des Nations Unies a émis directement auprès de l'Armée populaire coréenne une vigoureuse protestation contre cette mesure unilatérale, la qualifiant d'effort de déstabilisation de la situation dans la péninsule coréenne et en Asie de l'Est.

Les représentants militaires des pays qui sont membres du Commandement des Nations Unies demandent à leurs gouvernements de protester par la voie diplomatique contre cette mesure illégale de l'Armée populaire coréenne.

Nous avons toujours, vous et moi, en tant que successeurs des signataires de la Convention d'armistice de Corée, l'obligation de faire respecter la Convention. Je vous prie donc d'engager le Gouvernement de la République populaire de Chine à protester auprès du Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée contre les mesures prises par l'Armée populaire coréenne vis-à-vis de la délégation polonaise.

Tous les pays qui tiennent à voir s'instaurer la paix dans la péninsule coréenne ont intérêt à ce que la Convention d'armistice soit respectée jusqu'à ce qu'elle ait été modifiée selon une procédure régulière ou remplacée par un accord permanent de paix entre la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée.

J'attends avec intérêt votre opinion sur cette question très importante.

Le commandant en chef des forces  
des Nations Unies,

Général de l'armée des États-Unis

(Signé) Gary E. LUCK

/...



APPENDICE IV

Lettre datée du 2 mars 1995, adressée au représentant de l'Armée  
populaire coréenne par la Commission neutre de contrôle

C'est avec une grande inquiétude que nous notons, en notre qualité de membres suédois et suisse de la Commission neutre de contrôle, que l'Armée populaire coréenne a mis à exécution le 28 février 1995, sa menace d'expulser la délégation polonaise à la Commission neutre de contrôle de son camp de la zone démilitarisée.

Cet acte unilatéral constitue une violation caractérisée de la Convention d'armistice de Corée, contre laquelle nous élevons une vigoureuse protestation. Il enfreint la lettre et l'esprit de la Convention d'armistice, reconnue par la communauté internationale comme instrument juridique ayant force obligatoire visant à préserver la stabilité dans la péninsule coréenne en attendant qu'elle soit remplacée – dans un avenir proche à ce qu'on peut espérer – par un accord de paix convenu par toutes les parties intéressées. Aussi, quelle que soit à l'avenir la participation de la délégation polonaise à la Commission neutre de contrôle, les délégations suédoise et suisse demeureront fermement déterminées à s'acquitter du mandat qui leur a été confié par les signataires de la Convention d'armistice. Toute modification à ce mandat, de même que toute abrogation, devront avoir été acceptées d'un commun accord, conformément aux dispositions du paragraphe 61 de la Convention d'armistice.

Enfin, nous tenons à dire combien nous avons été déçus de n'avoir pas même eu l'occasion de saluer nos collègues polonais au moment de leur départ, ce qui va contre tous les principes de dignité et de respect humains.

Le membre suédois de la Commission,

Général de division

(Signé) Karl G. WIDEN

Le membre suisse de la Commission,

Général de division

(Signé) Peter SUTTER

APPENDICE V

Accord du 24 août 1993 sur les questions relatives  
aux dépouilles mortelles

L'Armée populaire coréenne et le Commandement des Nations Unies reconnaissent que, pour des raisons humanitaires, il importe qu'ils coopèrent pleinement et régulièrement en vue de retrouver, de rapatrier et d'identifier les dépouilles de soldats relevant du Commandement des Nations Unies qui se trouvent au nord de la ligne de démarcation militaire. Les deux parties conviennent donc de ce qui suit :

1. Les deux parties coopéreront en vue de localiser, d'exhumer, de rapatrier et d'identifier les dépouilles de soldats relevant du Commandement des Nations Unies qui se trouvent au nord de la ligne de démarcation militaire.
2. L'Armée populaire coréenne recherchera et exhumera les dépouilles de soldats relevant du Commandement des Nations Unies enterrés au nord de la ligne de démarcation militaire et les remettra au Commandement des Nations Unies.
3. Le Commandement des Nations Unies appuiera, selon que de besoin, les efforts déployés par l'Armée populaire coréenne pour rechercher, exhumer et rapatrier lesdites dépouilles mortelles.
4. Les deux parties conviennent de tirer activement parti de toutes les informations disponibles, en vue de rechercher, d'exhumer et de rapatrier lesdites dépouilles. Lors de l'exhumation, du rapatriement et de la manipulation de ces dépouilles, elles prendront toutes deux les précautions scientifiques nécessaires pour ne pas compromettre les chances d'identification.
5. En vue d'atteindre les objectifs du présent accord, les deux parties conviennent de constituer un groupe de travail chargé de l'échange des informations et de la coordination des efforts de recherche, de rapatriement et d'identification. Ce groupe de travail sera présidé par des représentants du grade de colonel de chaque partie et sera composé de sept membres ordinaires représentant chacune des parties. À la demande de l'une ou l'autre partie, des experts techniques et des observateurs pourront participer aux activités du groupe. Chaque partie choisira ses représentants au groupe de travail, ses experts et ses observateurs. Les méthodes de travail du groupe seront déterminées en commun par les présidents des deux parties.
6. Les deux parties évalueront continuellement les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs du présent accord. En l'absence de progrès sensibles, elles examineront les mesures supplémentaires à prendre pour accroître l'efficacité du présent accord.

7. Le présent accord entrera en vigueur dès sa signature par les deux parties. Le groupe de travail créé aux termes du présent accord commencera ses travaux dans les 30 jours qui suivront l'entrée en vigueur du présent accord.

Le représentant du Commandement  
des Nations Unies,

Général de division aérienne,

Armée de l'air des États-Unis

(Signé) Nels RUNNING

Le représentant de l'Armée  
populaire coréenne,

Général de division,

Armée populaire coréenne

(Signé) LI Dok K-yu

APPENDICE VI

Dispositions pertinentes de la Convention d'armistice

ARTICLE II

ARRANGEMENTS CONCRETS CONCERNANT LE CESSEZ-LE-FEU ET L'ARMISTICE

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Paragraphe 12 : Les commandants des forces des deux Parties ordonneront et assureront la cessation complète de toutes les hostilités en Corée par toutes les forces armées placées sous leur contrôle, y compris toutes les unités et tout le personnel des forces terrestres, navales et aériennes, et cette disposition entrera en vigueur douze (12) heures après la signature de la présente Convention d'armistice. (Voir au paragraphe 63 ci-après les dates et heures auxquelles entreranno effectivement en vigueur les autres dispositions de la présente Convention d'armistice.)

Paragraphe 13 d) : Cesser de faire pénétrer en Corée tous renforts en avions de combat, engins blindés, armes et munitions. Il est entendu toutefois que les avions de combat, engins blindés, armes et munitions qui ont été détruits, endommagés, usés ou épuisés pendant la période d'armistice pourront être remplacés pièce pour pièce de même type et de mêmes caractéristiques. Ces avions de combat, engins blindés, armes et munitions ne pourront être introduits en Corée que par les points d'entrée énumérés au paragraphe 43 ci-après. Pour justifier les demandes d'admission en Corée d'avions de combat, d'engins blindés, d'armes et de munitions aux fins de remplacement, un rapport sur chaque livraison sera présenté à la Commission militaire d'armistice et à la Commission neutre de contrôle. Ces rapports indiqueront l'usage qui aura été fait du matériel ainsi remplacé. Le matériel à remplacer ne pourra être expédié de Corée qu'aux points d'entrée énumérés au paragraphe 43 ci-après. La Commission neutre de contrôle, par l'intermédiaire de ses équipes neutres d'inspection, surveillera et inspectera les remplacements ainsi autorisés d'avions de combat, d'engins blindés, d'armes et de munitions aux points d'entrée énumérés au paragraphe 43 ci-après.

Paragraphe 14 : La présente Convention d'armistice s'appliquera à toutes les forces terrestres placées sous le contrôle militaire de l'une et l'autre Parties et les forces terrestres de chaque Partie respecteront la zone démilitarisée et le territoire coréen placé sous le contrôle de la Partie adverse.

Paragraphe 15 : La présente Convention d'armistice s'appliquera à toutes les forces navales des deux Parties et les forces navales de chaque Partie respecteront les eaux contiguës à la zone démilitarisée et au territoire coréen placé sous le contrôle militaire de la Partie adverse et n'entreprendront aucune opération de blocus de quelque espèce que ce soit de la Corée.

Paragraphe 16 : La présente Convention d'armistice s'appliquera à toutes les forces aériennes des deux Parties et les forces aériennes de chaque Partie respecteront l'espace aérien situé au-dessus de la zone démilitarisée et du

/...

territoire coréen placé sous le contrôle militaire de la Partie adverse, ainsi qu'au-dessus des eaux contiguës à ces deux zones.

Paragraphe 17 : Les signataires du présent document et leurs successeurs dans leurs fonctions seront chargés d'assurer le respect et la mise en vigueur des clauses et dispositions de la présente Convention d'armistice. Les commandants des forces des Parties adverses prendront, dans le cadre de leur commandement respectif, toutes les mesures et dispositions nécessaires pour que tous les éléments placés sous leurs ordres respectent pleinement toutes les dispositions de la présente Convention. Ils collaboreront activement l'un avec l'autre ainsi qu'avec la Commission militaire d'armistice et la Commission neutre de contrôle pour faire observer l'esprit et la lettre de toutes les dispositions de la présente Convention d'armistice.

## B. COMMISSION MILITAIRE D'ARMISTICE

### 1. COMPOSITION

Paragraphe 19 : Une Commission militaire d'armistice est établie par la présente Convention.

Paragraphe 20 : La Commission militaire d'armistice sera composée de dix (10) officiers généraux ou supérieurs, dont cinq (5) seront nommés par le commandant en chef des forces des Nations Unies et cinq (5) nommés conjointement par le Commandant suprême de l'Armée populaire coréenne et le commandant des Volontaires du peuple chinois. Sur ces 10 membres, trois (3) pour chaque Partie seront des officiers généraux. Les deux (2) autres membres de chaque Partie pourront avoir le grade de général de division, général de brigade, colonel ou un grade équivalent.

Paragraphe 22 : La Commission militaire d'armistice sera dotée du personnel d'administration nécessaire pour constituer un secrétariat chargé d'assister la Commission pour tout ce qui concerne l'établissement des procès-verbaux, les services de secrétariat, l'interprétation et telles autres fonctions que la Commission pourra lui assigner. Chaque Partie désignera pour le secrétariat un secrétaire, un secrétaire adjoint, le personnel de bureau et le personnel spécialisé nécessaires au secrétariat. Les procès-verbaux seront établis en anglais, en coréen et en chinois, chaque version faisant également foi.

Paragraphe 24 : La Commission militaire d'armistice aura pour mission générale de surveiller la mise en oeuvre de la présente Convention d'armistice et de régler par voie de négociation toutes les violations de la présente Convention d'armistice.

Paragraphe 25 : La Commission militaire d'armistice devra :

a) Établir son siège dans le voisinage de Panmunjom (37°57'29"N, 126°40'00"E). La Commission militaire d'armistice pourra fixer son siège en un autre point situé à l'intérieur de la zone démilitarisée d'un commun accord entre les chefs des délégations des deux Parties à la Commission;

b) Fonctionner comme un organe mixte et sans président;

/...

c) Adopter tel règlement intérieur qu'il lui paraîtra opportun d'établir, selon les circonstances;

d) Surveiller l'application des dispositions de la présente Convention d'armistice en ce qui concerne la zone démilitarisée et l'estuaire du fleuve Han;

e) Diriger le fonctionnement des équipes mixtes d'observateurs;

f) Régler par voie de négociation toutes les violations de la présente Convention d'armistice;

g) Transmettre immédiatement aux commandants des forces des Parties adverses tous les rapports concernant des enquêtes motivées par des violations de la présente Convention d'armistice et tous autres rapports et comptes rendus de débats reçus de la Commission neutre de contrôle;

h) Surveiller et diriger les activités du Comité de rapatriement des prisonniers de guerre et du Comité chargé de faciliter le retour des civils déplacés, dont la création est prévue ci-après;

i) Servir d'intermédiaire pour la transmission des communications entre les commandants des forces des Parties adverses, étant entendu, toutefois, que cette disposition ne sera pas interprétée comme empêchant les commandants des forces des deux Parties de correspondre entre eux par tout autre moyen qui leur paraîtrait désirable;

j) Fournir à son personnel d'état-major et à ses équipes mixtes d'observateurs des lettres de créance et des insignes distinctifs, ainsi que des marques particulières pour tous les véhicules, avions et navires utilisés dans l'accomplissement de sa mission.

Paragraphe 26 : Les équipes mixtes d'observateurs auront pour mission d'aider la Commission militaire d'armistice à surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention d'armistice concernant la zone démilitarisée et l'estuaire du fleuve Han.

Paragraphe 27 : La Commission militaire d'armistice ou le chef de la délégation de chaque Partie peut envoyer des équipes mixtes d'observateurs pour enquêter sur toutes les violations de la présente Convention d'armistice qui seraient signalées dans la zone démilitarisée ou dans l'estuaire du fleuve Han; il est entendu, toutefois, que le chef de chacune des deux délégations ne peut, à un moment quelconque, envoyer plus de la moitié des équipes mixtes d'observateurs qui n'ont pas été chargées d'enquêter par la Commission militaire d'armistice.

Paragraphe 28 : La Commission militaire d'armistice, ou le chef de la délégation de chacune des deux Parties, peut demander à la Commission neutre de contrôle de faire des enquêtes et des inspections spéciales dans les localités situées à l'extérieur de la zone démilitarisée où des violations de la présente Convention d'armistice auront été signalées.

Paragraphe 29 : Lorsque la Commission militaire d'armistice décidera qu'il y a eu violation de la présente Convention d'armistice, elle rendra compte immédiatement de cette violation aux commandants des forces des deux Parties.

Paragraphe 30 : Lorsque la Commission militaire d'armistice décidera qu'il a été pleinement remédié à une violation de la présente Convention d'armistice, elle en rendra compte aux commandants des forces des deux Parties.

Paragraphe 31 : La Commission militaire d'armistice se réunira quotidiennement. Les chefs des deux délégations pourront convenir d'interrompre les séances pendant une durée de sept (7) jours au plus; il est entendu, toutefois, que le chef de délégation de l'une ou l'autre des Parties pourra mettre fin à une telle interruption moyennant un préavis de vingt-quatre (24) heures.

Paragraphe 35 : La Commission militaire d'armistice pourra adresser aux commandants des forces des deux Parties des recommandations touchant des amendements ou des additions à la présente Convention d'armistice. Les changements ainsi recommandés devront, d'une façon générale, avoir pour objet d'assurer l'application efficace de l'armistice.

#### C. COMMISSION NEUTRE DE CONTRÔLE

Paragraphe 37 : La Commission neutre de contrôle se composera de quatre (4) hauts fonctionnaires ou officiers généraux ou supérieurs, dont deux (2) seront nommés par des nations neutres désignées par le commandant en chef des forces des Nations Unies, à savoir la Suède et la Suisse, et deux (2) seront nommés par des nations neutres désignées conjointement par le Commandant suprême de l'Armée populaire coréenne et le commandant des Volontaires du peuple chinois, à savoir la Pologne et la Tchécoslovaquie. Aux fins de la présente Convention, l'expression "nations neutres" désigne celles dont les forces combattantes n'ont pas pris part aux hostilités en Corée. Les membres de la Commission de contrôle peuvent appartenir aux forces armées des pays qui les nomment. Chaque membre désignera un suppléant qui le remplacera aux séances auxquelles, pour une raison quelconque, il ne pourra assister. Ces suppléants devront être de la même nationalité que les membres qu'ils seront appelés à remplacer. La Commission neutre de contrôle peut siéger régulièrement toutes les fois que le nombre des membres présents appartenant aux nations neutres désignées par l'une des Parties est égal au nombre des membres présents appartenant aux nations neutres désignées par l'autre Partie.

ARTICLE V

QUESTIONS DIVERSES

Paragraphe 61 : Les amendements et les additions à la présente Convention d'armistice devront être acceptés d'un commun accord par les commandants des forces des deux Parties.

Paragraphe 62 : Les articles et les paragraphes de la présente Convention d'armistice resteront en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient expressément remplacés, soit par des amendements et des additions acceptés d'un commun accord, soit par des dispositions spéciales faisant l'objet d'un accord approprié en vue d'un règlement pacifique conclu entre les deux Parties sur le plan politique.

-----